

United Nations**Nations Unies**

United Nations Integrated Peacebuilding Office
in the Central African Republic

BINUCA

Bureau Intégré des Nations Unies pour la
Consolidation de la Paix en République
Centrafricaine

**Verbatim de la conférence de presse du Représentant spécial du
Secrétaire général des Nations Unies en République
centrafricaine et chef du Bureau Intégré des Nations Unies pour
la Consolidation de la paix en Centrafrique (BINUCA), le général
Babacar Gaye**

Mardi 20 août 2013

Le Général Babacar Gaye :

Bara ala koue (bonjour à tous) !

Je suis très heureux de me retrouver en face de la presse pour la seconde fois depuis que je suis, ici, à Bangui.

Comme vous le savez, je rentre de New York où j'ai eu l'occasion de présenter devant le Conseil de Sécurité le rapport du Secrétaire général des Nations Unies. C'est un rapport qui était très attendu eu égard au développement politique et sécuritaire intervenus dans le pays mais également aux visites importantes que le pays a reçues. D'abord avec Mme Valérie Amos qui est la Secrétaire générale adjointe aux Affaires humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence, qui était venue ici avec Mme Kristalina Georgieva, la Commissaire européenne à la coopération internationale, à l'aide humanitaire et à la réponse aux crises, et suite à la visite d'Ivan Simonovic qui, comme vous le savez, représente Mme Navy Pillay, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Il y avait déjà, avec ces activités et les récents développements, un intérêt pour la Centrafrique, ce qui n'est pas négligeable. Le rapport présenté tombait donc à pic pour dire au Conseil de sécurité quels sont les progrès observés mais également les limites de ces progrès, et quelles sont les actions à entreprendre pour que nous restions sur ce rail du progrès qui, bien évidemment, comme chacun le sait connaitra, peut-être, quelques soubresauts mais que pour l'essentiel nous y restions avec, en ligne de mire, des élections régulières, transparentes et démocratiques.

Je me suis également rendu à Washington, où j'ai pu prendre contact avec le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale, essentiellement pour plaider la cause de la Centrafrique qui a, bien sûr, besoin, de manière urgente, de l'appui de ces deux institutions financières.

Je me tiens à votre disposition pour vos questions et je vous remercie.

Questions/Réponses

Le journal « Tribune d'Infos » : Vous revenez d'une mission qui vous a donné l'opportunité de faire un plaidoyer en faveur de la République centrafricaine à la tribune des Nations Unies. Quelle lueur d'espoir pour la République centrafricaine meurtrie et qui continue de vivre des exactions de tout genre alors que sur le plan de la consolidation de la paix on aimerait en arriver à la pacification du pays, l'une de vos missions, condition sine-qua-none pour le retour à l'ordre constitutionnel. Je voudrais aussi profiter du micro pour vous dire que là où nous sommes, nous avons un délai de 18 mois pour la transition mais d'aucuns pensent qu'il s'agit d'une transition qui pourrait durer au-delà des 18 mois et ainsi atteindre 24 mois. Qu'en dites-vous ?

Le Journal « Les collines de l'Oubangui » : Ma question a trait à votre intervention sur Radio France Internationale (RFI). Concernant les forces africaines qui viendront pour la mission de la paix dans notre pays, j'ai cru comprendre que vous avez limité cela à la protection du cordon ombilical qui ouvre la République centrafricaine sur la mer via le Cameroun. Alors que les souffrances et les tueries s'opèrent sur tout le territoire national. N'est-ce pas délaisser une bonne partie de nos populations ?

Le Journal « Centrafrique Matin » : Tous les yeux sont aujourd'hui tournés vers la communauté internationale pour la présence effective des forces de la MISCA qui tardent à venir. Entretemps, la situation sécuritaire se dégrade. A l'instant où nous parlons, la situation est déplorable dans les quartiers Boy-Rabe et Boeing. Mais selon votre interview sur RFI, il y a lieu d'espérer ; est ce que vous regrettez ces propos ?

Babacar Gaye : Je vous remercie pour vos questions. Effectivement, je crois avoir fait devant le Conseil de sécurité un plaidoyer puisque j'ai terminé mon intervention devant le Conseil en disant qu'il est temps d'agir. Vous me demandez quelle lueur d'espoir. Je crois que vous avez choisi une bonne image car il y a effectivement une lueur d'espoir à travers le déploiement d'une force à hauteur de 3.500 hommes de l'Union africaine et à travers ce que je pourrai appeler l'intérêt renouvelé de la communauté internationale envers la Centrafrique. Ce sont des lueurs, mais se serait comme une flamme qu'il appartiendrait aux autorités nationales d'entretenir et d'être en somme les gardiens de ce foyer d'espoir à travers des actes concrets en rapport avec le contrôle des éléments armés. En rapport avec un projet viable et acceptable de réforme de l'armée et à travers une lutte contre l'impunité. C'est ce qui va permettre de maintenir cette lueur d'espoir. Vous avez ensuite évoqué la question du délai de la transition. Je vous renvoie à la lecture de la charte. Tout est dans la charte et ce qui a

été rappelé par tous ceux qui sont au chevet de la Centrafrique est que nous voulons une application de la charte, toute la charte et rien que la charte. Vous observerez que cette charte, comme tous les montages de cette nature, ne ferme jamais les portes et les fenêtres. Il y a toujours une possibilité déjà prévue pour faire face à des imprévus. S'agissant du contingent africain, je voudrais vous rassurer qu'il n'y a pas contradiction entre vos attentes et ce que j'ai dit car le Conseil de paix et de sécurité a déjà donné à cette force africaine des tâches absolument pertinentes à savoir protéger les populations, restaurer l'autorité de l'Etat, stabiliser le pays, contribuer à la réforme de l'Armée et assurer un environnement propice à la livraison de l'aide humanitaire. Je vous disais aussi que les tâches initiales de la mission seront de stabiliser Bangui et ce corridor comme vous l'avez dit. Ces tâches sont initiales par ce que stabiliser le corridor c'est donner un bol d'air frais à la trésorerie de votre pays et stabiliser Bangui c'est commencer la restauration de l'autorité de l'Etat par la capitale, ce qui paraît logique.

Le journal Agora : Vous étiez récemment à la tribune des Nations Unies pour un plaidoyer sur la situation qui prévaut en Centrafrique. De retour à Bangui vous avez été reçu par le Président de la transition, que peut-on savoir sur cette rencontre ?

Le journal 'Le Pays' : Vous étiez récemment devant le Conseil de Sécurité sur la situation de la République centrafricaine. Les Nations Unies ont prévu des sanctions mais elles n'ont pas été précises. Que pouvez-vous nous en dire ? Il ne peut pas avoir des élections crédibles et apaisées en Centrafrique tant qu'il n'y a pas le rétablissement de l'ordre sur l'ensemble du territoire. Je dirai même que la situation se détériore au jour le jour, à la lumière de ce qui se passe dans des quartiers de Bangui, tels Boy-Rabe et Boeing qui se vident de leurs occupants. Qu'en dites-vous ?

Le journal 'Les Bâtisseurs' : votre prédécesseur en la personne de Mme Vogt avait, dans le rapport du Secrétaire général des Nations Unies, insisté sur le fait qu'il est indispensable de mettre un terme à la souffrance de la population, avant de poursuivre qu'il faut en priorité rétablir la paix et la sécurité à Bangui et sur l'ensemble du pays. Comment allez-vous traduire ces soucis dans les faits d'autant plus que nous avons des expériences en Afrique, voire dans le monde, par exemple au Zaïre, où l'ONU a déployé le plus fort contingent ; malgré cela, la paix n'est pas encore revenue. Ici aussi, différents contingents se sont succédé, de la MINURCA au BONUCA, en passant par la MISAB. Ma vision est que si la communauté internationale s'était suffisamment investie dans la réussite du processus du DDR on n'en serait pas là.

B.G. : Je voudrais d'abord vous dire que j'ai toujours énormément de respects pour ceux qui parlent avec de la passion parce que moi-même tout ce que je fais, je le fais avec passion, y compris ce que je fais dans ce pays. J'ai été voir le Chef de l'Etat de la Transition au lendemain de la cérémonie de son investiture. Essentiellement pour trois raisons. D'abord pour le féliciter de cette cérémonie qui a été solennelle, sobre et émouvante au regard de l'histoire de ce pays. Je n'ai pas manqué, à l'occasion, de lui dire quelles étaient, par rapport aux attentes des populations, ses responsabilités. J'ai eu le sentiment qu'il en était parfaitement conscient. Je suis ensuite venu porter à son attention l'essentiel de la mission que j'ai été amené à faire à New York et à

Washington lorsque j'ai briefé le Conseil de Sécurité. J'ai enfin attiré son attention sur trois points. Je lui ai fait observer que, dans son allocution, il avait parlé de trêve dans la vie politique. J'ai voulu m'assurer que cette trêve était bien en rapport avec ce qu'il avait dit lors de sa conférence de presse à savoir qu'il était pour la liberté de la presse, qu'il n'était pas quelqu'un qui bâillonnerait la presse. Il m'a confirmé qu'effectivement il fallait entendre cette invitation comme une invitation de tous les acteurs politiques à se mobiliser autour de la remise en ordre de la Centrafrique. J'ai insisté pour dire qu'il fallait qu'il y ait absolument une liberté d'expression dans le pays et qu'il doit laisser à la Justice le soin de traiter les excès dans la liberté d'expression. J'ai à nouveau attiré son attention sur le besoin d'une réforme urgente de l'Armée. Il m'a assuré que les études étaient en cours. Enfin, je lui ai rappelé son engagement à mettre fin à l'impunité.

S'agissant des sanctions, je vous rappelle ce que j'ai dit dans une interview récente à savoir que les sanctions ne sont pas des punitions mais des incitations et des indications. Ce qui est important n'est pas tant les sanctions mais la documentation des cas de violation des droits de l'homme de sorte qu'au moment voulu la Justice, qui doit être juste, puisse se fonder sur des enquêtes pour pouvoir dire le droit. Ne nous focalisons donc pas sur les sanctions mais davantage sur le travail de documentation de la violation des droits de l'homme.

A la question de savoir si l'on se doit de garder espoir suite au récent développement au quartier Boy-Rabe, je crois qu'il ne faut pas se faire d'illusions car nous ne sommes pas dans un processus linéaire où tout va aller chaque jour de mieux en mieux. Il y aura malheureusement des irrptions de violence mais il faut que nous restions sur les rails. Il faut que la Justice commence avec une chaîne pénale qui fonctionne. Il faut que ceux qui ont le contrôle des éléments armés les contrôlent effectivement et il faut qu'on réforme l'armée absolument. C'est dans ce cadre que l'arrivée d'une force à 3.500 hommes est un élément important qui va pouvoir contribuer, au moins initialement dans Bangui et à l'extérieur, à stabiliser le pays. Je ne suis pas de ceux qui pensent que, parce qu'il y a irruption de violence quelque part, il y a immédiatement retour en arrière. Bien évidemment ceux qui souffrent de cela ont une autre opinion. Récemment, l'Ambassade de France a remis des chaises roulantes à des enfants blessés dans l'attaque de l'église, le 14 avril. Ces gens-là porteront toute leur vie les stigmates de la violence dans leur pays. Voilà les problèmes, les conséquences de la violence, sans compter ceux qui en sont morts et tous les espoirs qui ont été déçus. C'est au nom de cela que nous devons tous nous mobiliser pour dire qu'il faut arrêter.

Concernant les casques bleus, ils n'étaient pas au Zaïre mais en RDC. J'ai fait du maintien de la paix pendant plusieurs années, et il y a des choses positives dans l'action des Nations Unies. Au Congo, le pays est toujours le même pays sur le même territoire et la présence des casques bleus n'y est pas étrangère. Le pays est stabilisé à l'exception du Kivu, peut-être un peu le Katanga et la présence de la LRA. En Somalie, on a repris le contrôle de Mogadiscio, même s'il y a une violence résiduelle. Au Darfour, nous sommes loin de la situation où les Djandjawids faisaient ce qu'ils voulaient. Le maintien de la paix est une solution dont il ne faut pas voir seulement les insuffisances. Sans doute il y en a mais il faut également voir les avantages.

Ce que nous avons ici, c'est que nous avons au moins un processus politique. Nous avons une charte de transition dont le Premier ministre a dit qu'elle en était une très bonne, et il a raison. Nous avons un Chef de l'Etat de transition qui vient de prêter serment en présence des Chefs d'Etats. Nous avons une feuille de route de la transition, y compris le chronogramme des élections qui seront présenté au Conseil National de transition (CNT), et nous avons un processus politique qui est en cours. Le problème qui se pose aujourd'hui est le problème de la sécurité et qui se résume au fait qu'il n'y a pas dans le pays de forces institutionnelles qualifiées pour la sécurité. Il y a eu un évanouissement des forces institutionnelles. Sans doute c'est le résultat d'erreur du passé. Le problème n'est pas *'envoyez mois des casques bleus ou ne m'en envoyer pas'*. Le problème est que nous sommes obligés de bâtir sur du solide. Si nous prenons des raccourcis, il y aura une répétition de l'histoire. Il faut bâtir sur des bases saines. Vous avez un chantier qui est difficile puisque vous voyez vous-mêmes la situation mais c'est pour cela que la communauté internationale est très attentive au projet de la réforme de l'armée, parce que ce sont les bases qui vont accompagner un projet politique qui semble être sur les rails. Cette réforme de l'armée aura une conséquence sur l'accès humanitaire, avec la mobilisation en cours pour plus d'aide humanitaire pour le pays grâce à Mmes Amos et Georgieva. Cette réforme de l'armée aura une conséquence sur les droits de l'homme. Il y a des moments difficiles dans l'histoire de tout pays, c'est actuellement le cas pour ce pays. Mais comme m'a dit le Président Denis Sassou Nguesso lors de notre entretien durant son récent séjour à Bangui, c'est une question de volonté ; il faut en effet vouloir sortir de cette situation. Il a dit que son pays, il y a 15 ans, était dans une situation comparable, sinon pire. Ils en sont sortis par la volonté. C'est pour cela que j'aime bien la passion avec laquelle vous vous exprimez, elle est, je pense, porteuse de volonté.

Radio Centrafrique : J'ai cru entendre le Représentant dire que la charte de transition ouvre la porte à des imprévus. Est-ce dire que cette charte s'ouvre aussi aux faits que les acteurs de la transition puissent se présenter aux différentes élections ?

B.G. : Vous m'autoriserez à être sarcastique. Votre question me fait penser que vous n'avez pas lu la charte. Voilà ma réponse car la charte a prévu une disposition pour sa révision et elle exclut de la révision certains de ses paragraphes. La charte a décidé sur la question de la durée de la transition et elle a prévu des cas de forces majeurs.

Radio ESCA : Nous constatons qu'il y a au sein de la Séléka des forces étrangères à l'exemple des Soudanais, qui sont la base des sapeurs-pompiers, et des Tchadiens déployés peu partout dans le pays. Il y a aussi les FACA. Vous aviez parlé du brassage de l'armée. Cela se fera-t-il avec ces Tchadiens et Soudanais ?

Par ailleurs, une personnalité centrafricaine aurait contesté le rapport du Secrétaire général publié. Cela ne constitue-t-il pas un danger pour vos relations avec les autorités nationales ?

RJDH : Dans le cadre des activités du BINUCA, il y a le maintien de la paix et la consolidation de la paix. Je voulais savoir dans le cas actuel, où des victimes pourront se

retrouver avec leurs bourreaux, que compte faire le BINUCA pour la culture de la paix afin d'appuyer la cohésion sociale?

B.G. : Je vais d'abord commencer par des projets de la réforme de l'armée. Les expériences que les Nations Unies ont des problèmes de réformes des armées ont été regroupées au sein de pratiques que je pourrai qualifier de vertueuses, dont le Département des Institutions de sécurité est le dépositaire au sein du Département de maintien de la paix. Parmi ces pratiques vertueuses figure le fait que le pays doit s'approprier une réforme de l'armée. Il faut aussi que tous les acteurs de la vie politique puissent être associés à un moment ou à un autre (le parlement, la société civile), de telle sorte que l'outil mis en place ait un caractère national. C'est cela que la communauté internationale a déjà commencé avec vos autorités, et c'est ce que nous continuerons à leur dire. C'est certainement ce à quoi nous conditionnerons notre soutien à ce processus de requalification des forces de défense et de sécurité. Au bout du compte, la sécurité dans ce pays est d'abord l'affaire de ce pays et de ceux qui auront été mandatés par le pays à travers des élections libres, démocratique, transparentes et régulières.

Concernant le rapport du Secrétaire général, vous avez fait état de contestation du rapport par des autorités. La moindre des choses que l'on attend des rédacteurs du rapport est le respect des principes des Nations Unies, c'est-à-dire être impartiaux et honnêtes sur les situations qu'ils observent. Il n'est pas exclu que les gens se trompent de bonne foi. Pour le reste, je crois que l'opinion public et la presse sont à même de juger si les observations faites sont pertinentes ou non. Nous n'avons, au BINUCA, aucun intérêt à perdre notre crédibilité auprès de vous et auprès de la population en n'étant pas honnêtes et impartiaux. Nous pouvons parfois être un peu difficiles avec le Gouvernement mais nous ne serons jamais excessifs. Nous n'hésiterons pas à dire, avec la politesse qu'il faut, parce que ce sont des autorités gouvernementales, ce que notre mandat nous oblige à leur dire.

En ce qui concerne ce que nous faisons en faveur de la culture de la paix, c'est effectivement des problématiques que nous nous posons nous-mêmes. Qu'est-ce que nous devons faire parce que nous avons énormément de choses à faire. Au plan international, il convient de souligner que toutes les actions qui peuvent contribuer à la paix et à la stabilité, en termes de consultations avec toutes les autorités internationales engagées font aussi partie de nos responsabilités. Qu'elles soient régionales, nationales ou hors du continent africain, notre interaction permanente avec les autorités est une autre chance. Les programmes de médiation, de réconciliation entre les communautés et de promotion de la paix sont des outils que nous avons. Une de nos actions consiste aussi à envoyer des experts pour contribuer à l'élaboration de documents essentiels, à l'encadrement de processus politiques et au soutien de la paix. Nous agissons sur une palette extrêmement variée d'actions. Bien évidemment, elles sont limitées par les capacités financières et à la crise qui a affecté ses moyens. Ce qui est important, c'est qu'il faut que nous gardions notre crédibilité, que nous ne présentions pas des rapports dans lesquels les populations ne se reconnaissent pas. Que nous ne présentions pas non plus des rapports qui fassent penser au Gouvernement que nous ne sommes pas là pour

les accompagner, mais au contraire pour d'autres agendas. C'est cette crédibilité qui fait notre force. Elle va de notre comportement individuel à notre prise de position. Que nous continuons à être dans ce pays une référence. Nous n'avons pas la prétention ni l'ambition, encore moins l'intention de remplacer les populations et les autorités de ce pays. La connaissance que nous avons de ce pays, l'amour que nous avons pour ce pays ne seront jamais la connaissance que vous avez et l'amour que vous avez pour votre pays. Dans ces conditions on est déterminés, mais très modestement.

Unité de l'information publique

Porte-parole et chef de l'unité de l'information publique : Uwolowulakana IKAVI,

Tel : +236 75495383 E-mail : ikavi@un.org

Site web : <http://www.binuca.unmissions.org>

Suivez nous sur :



www.facebook.com/binuca.unmissions.org



@UN_car



http://www.flickr.com/photos/information_binuca